



LIVRET COMMUNAL DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES

COMMUNE DE GARGAS



Crédit photo : BlueCow (<https://www.avignon-et-provence.com/tourisme-provence/gargas>)



L'édito du maire

« Personne ne peut contester qu'une commune propre est visuellement plus flatteuse et valorisante pour ses habitants et les touristes de passage. Encore faut-il en avoir la volonté et s'en donner les moyens.

De ce fait, l'appel à la manifestation d'intérêt « Lutte contre les dépôts sauvages » proposé par la Région Sud nous a incité à nous porter candidat.

A partir d'une collaboration entre les acteurs déjà concernés (commune, SIRTOM¹, PNRL², CAPEB³ Vaucluse, GDH⁴, il nous faut coordonner nos actions afin d'être plus efficaces dans la lutte contre les dépôts sauvages autour des PAV⁵, mais aussi en pleine nature, les plus impactantes pour l'environnement.

Tout déchet, jeté n'importe où a un coût supporté par tous.

Notre démarche commune va consister à sensibiliser les usagers du territoire communal sur l'importance de préserver leur environnement en les incitant à se rendre gratuitement à la déchetterie du SIRTOM pour les objets encombrants. Il en va de même pour les artisans dans le cadre de leurs chantiers, en tenant compte des évolutions spécifiques à venir pour leur profession.

Nous allons encourager l'implication citoyenne par des actions d'informations ponctuelles. Des affichages seront installés au niveau des PAV comportant les consignes de tri, la réglementation mais aussi les amendes encourues. En effet, en dernier recours, la lutte contre les incivilités se traduira par des procédures de verbalisation.

Venant en appui de cette démarche, la commune, avec l'aide du SIRTOM, réalise cette année trois PAV enterrés dans les hameaux du Chêne, Les Pourrats, Les Lombards et la rue du Pré Clos.

D'autres lieux sont en projet.

Un service de collecte d'encombrants est assuré une fois par semaine par notre service technique, au domicile des demandeurs.

Je remercie tous les participants qui collaborent à ce projet de sauvegarde du milieu naturel et tout particulièrement la Région Sud qui a financé l'élaboration.

J'espère et je souhaite que la volonté et les actes de chacun des gargassiens, en ce domaine, permettent d'améliorer notre cadre de vie, avec le souci permanent du respect de la nature. »

Bruno VIGNE-ULMIER, Maire de Gargas

09/06/2025

¹ SIRTOM : Syndicat Intercommunal de Ramassage et Tri des Ordures Ménagères

²PNRL : Parc Naturel Régional du Luberon

³ CAPEB : Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment

⁴GDH : Grand Delta Habitat

⁵ Point d'Apport Volontaire

Livret communal rédigé en mai 2025 et validé par délibération municipale en date du 24/06/2025.

Le livret communal en deux mots...

Le **livret communal** traduit la feuille de route adoptée par la Commune pour traiter la problématique des dépôts sauvages sur son territoire. Il reprend les points clés de la lutte contre ces dépôts, issus d'une démarche collaborative ponctuée de plusieurs temps forts (cf. 2.1). Ce livret se structure en 6 parties, schématisées ci-dessous.



1. Volet 1 - Contexte et objectifs de la démarche

1.1 Contexte d'émergence de la démarche

Gargas est une commune de 3 039 habitants⁶, située dans le département du Vaucluse. Nichée au cœur du Parc Naturel Régional du Luberon, elle bénéficie d'un cadre naturel remarquable entre vignes, collines et ocre réputés. Elle attire ainsi chaque année un nombre significatif de visiteurs, principalement grâce aux Mines de Bruoux, un site touristique majeur. Gargas est une **commune rurale dynamique**, à la fois marquée par son patrimoine industriel (notamment les anciennes mines d'ocre) mais également tournée vers un développement local respectueux de l'environnement. Elle s'inscrit dans une logique de valorisation de son territoire, avec une attention croissante portée à la qualité de vie, à la préservation des ressources naturelles et à l'implication citoyenne dans les démarches de transition écologique.

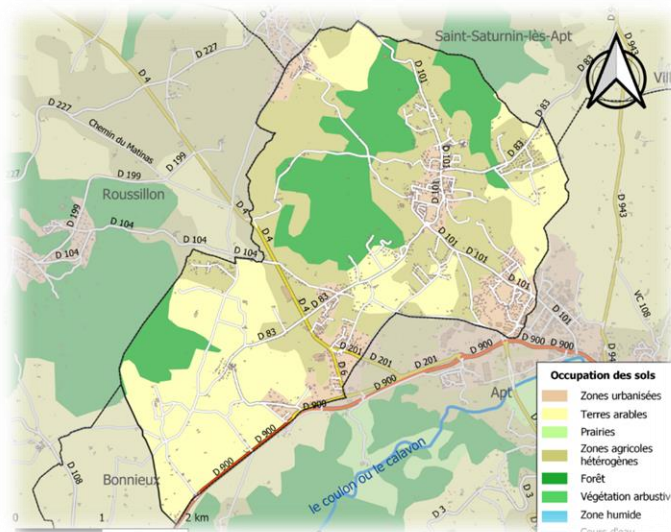


Figure 1. Occupation du sol sur la Commune de Gargas (Corine Land Cover, 2018).

Comme bon nombre de communes françaises, elle est sujette à des dépôts sauvages de déchets, notamment autour de point d'apports volontaires mais aussi sur certaines parcelles bien identifiées (cf. 3). Résolu à résoudre ce problème de manière concertée avec les acteurs locaux, M. Vigne-Ulmier, le Maire, a souhaité répondre à l'AMI proposé par la Région.

1.2 Objectifs fixés

Les intervenants de la Commune de Gargas ont souhaité une **démarche collaborative** dans le but de structurer une réponse partenariale et cohérente à la problématique des dépôts sauvages. Dans cette démarche, il s'agit de coordonner les initiatives entre acteurs déjà impliqués sur le sujet mais aussi de renforcer les liens existants pour plus d'efficacité à une échelle, tant locale que plus large, grâce à l'engagement d'acteurs travaillant sur d'autres périmètres (syndicat de collecte et traitement des déchets, bailleurs, etc.).

À travers cette démarche, la Commune se fixe aussi pour objectif de **préserver l'environnement et le cadre de vie**, que ce soit pour ses habitants ou pour les touristes de passage. Il s'agit notamment de préserver l'image de la Commune pour maintenir l'attractivité du territoire. La problématique des dépôts sauvages allant souvent de pair avec la fréquentation des lieux, il s'agit également de **sensibiliser les usagers du territoire** pour encourager les comportements vertueux. Cette approche par la sensibilisation est importante dans la politique souhaitée par l'équipe municipale et doit être engagée avant d'entamer des

⁶INSEE, 2021



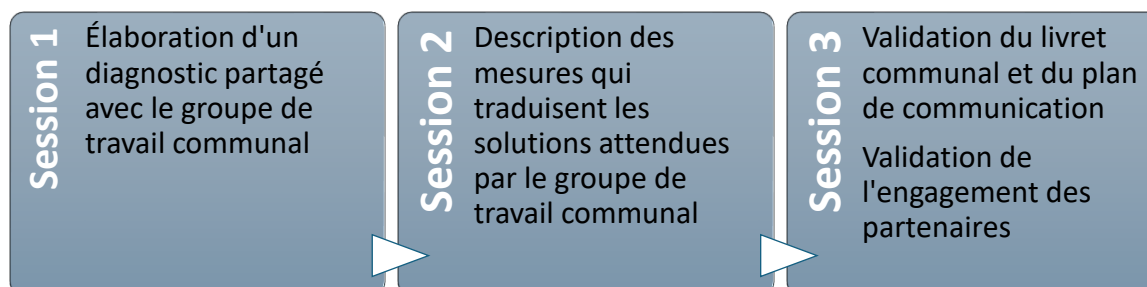
démarches de responsabilisation des usagers au travers de procédures de verbalisation des déposants.

2. Volet 2 - Groupe de travail communal

2.1 Fonctionnement du groupe de travail sur la durée

Par principe, le groupe de travail communal peut être constitué d'élus, d'agents des services municipaux, de responsables de la gestion des déchets ménagers et assimilés mais aussi de gestionnaires de sites en tout genre ayant une emprise sur le territoire communal ou proche. Il s'agissait donc d'y intégrer toutes personnes ou associations de personnes de la société civile, intéressées et/ou concernées par la résolution de la problématique à l'échelle communale et/ou au-delà.

Ce groupe de travail a été mobilisé lors de trois sessions de travail qui ont permis de cheminer vers la rédaction du livret communal et il a vocation à rester mobilisé sur la poursuite du projet.



Si le diagnostic technique a été élaboré en premier lieu par les agents de la Commune, celui-ci a été présenté et complété par les autres participants du groupe de travail communal. Leur perception et leur connaissance du territoire ont naturellement enrichi, à la fois les éléments de constat, mais également les pistes de solutions et les mesures définies collectivement. Ces mêmes intervenants ont aussi été sollicités pour participer, à la hauteur de leurs moyens, à la bonne mise en œuvre du programme de mesures (cf. 4).

2.2 Liste des acteurs clés au sein du groupe de travail

Plusieurs intervenants de structures différentes ont pu intégrer le groupe de travail communal de Gargas, contribuant ainsi à la richesse des échanges. Ils ont été directement identifiés et sollicités par les intervenants de la Commune et ont répondu présent pour intervenir au sein d'une ou de plusieurs sessions.

Ils sont présentés ci-dessous et pourront être sollicités de nouveau dans le cadre de l'actualisation du diagnostic des dépôts sauvages mené par la Commune ainsi que dans la mise en œuvre et le suivi de certaines actions.

| Structure | Personne | Poste | Lien avec la problématique des DS |
|------------------|--------------------|-----------------|--|
| Mairie de Gargas | Bruno Vigne-Ulmier | Maire | Mise en place d'une stratégie de lutte contre les DS |
| | Serge Aubert | Adjoint Travaux | |



| Structure | Personne | Poste | Lien avec la problématique des DS |
|---------------------------|------------------|--|--|
| | Jérôme Daumas | Conseiller municipal Agriculture | |
| | Corinne Mietzker | Conseillère municipale Environnement | |
| | David Carbonel | Directeur des Services Techniques | |
| | Michaël Gisbert | Garde champêtre | |
| Région Sud | Anne-Laure Goy | Cheffe de service adjoint Economie Circulaire et Déchets | Responsable de l'AMI « Lutte contre les dépôts sauvages » |
| SIRTOM d'Apt | Isabelle Jean | Directrice | Compétence collecte des déchets : - Collecte des PAV - Exploitation des déchèteries |
| | Rémi Jouval | Responsable du Pôle Collecte et Traitement | |
| | Marion Schmitter | Chargé de Prévention | |
| Grand Delta Habitat | Marie Hazemann | Chargée clientèle | Gestionnaire de deux résidences sur le territoire de la Commune dont les PAV sont soumis à DS |
| | Raphaël Audouard | Responsable secteur | |
| PNR du Luberon | Nicolas Bouëdec | Chargé de mission Ecologie Urbaine | Promotion d'outils et d'actions de sensibilisation à la problématique des DS |
| CAPEB Vaucluse | Olivier Pihan | Secrétaire Général | Représentant des artisans (DS d'artisans constatés sur la Commune) |



3. Volet 3 - Diagnostic des dépôts sauvages sur le territoire de la Commune

3.1 Déroulé du diagnostic

Le diagnostic des dépôts sauvages sur le territoire de la Commune a été prévu en deux temps :

- Premièrement, un **diagnostic dit « technique »**, a été assuré par les agents communaux. Il a permis de cartographier les lieux récurrents de dépôts de déchets sur le territoire communal, appelés **points noirs ou hotspots**. La cartographie a été élaborée à l'aide de l'outil Google Maps. Ces dépôts identifiés ont également été caractérisés brièvement pour en faire ressortir les caractéristiques principales (types de déchets, volume et récurrence, nature et cause de l'incivilité). Ce diagnostic initial a permis de partager les premiers constats avec le groupe communal, mais aussi de compléter l'identification des personnes ou structures indispensables à intégrer au groupe de travail communal (cf. 2.2).
- Ensuite, le diagnostic « technique » a été **partagé avec les acteurs mobilisés** au sein du groupe de travail, dans le cadre de la session 1 dédiée à l'approfondissement du diagnostic et à l'identification des causes des dépôts. Des solutions structurées ont émergé des croisements de points de vue, pour donner lieu au programme de mesures (cf. 4) et aux réflexions quant à sa mise en œuvre.

3.1 Présentation des résultats du diagnostic

Le diagnostic réalisé concerne trois types de dépôts :

- **Dépôts sauvages concentrés** : zone faisant l'objet d'apports importants de déchets.
- **Dépôts hors règlement de collecte** : déchets déposés de manière contraire au règlement de collecte (au portail des déchèteries, au pied des points d'apports volontaires (PAV), encombrants déposés sur la voie publique en dehors des modalités prévues dans le cadre d'un service de collecte des encombrants).
- **Dépôts sauvages diffus** : actes intentionnels ou parfois involontaires de la part du détenteur du déchet (particuliers, entreprises) qui dépose un ou plusieurs objets ou produits, de manière ponctuelle ou régulière, à un endroit donné où ils ne devraient pas être abandonnés.

Le diagnostic technique réalisé par les services techniques de la Commune et validé par le groupe de travail a permis d'identifier **20 points noirs de dépôts sauvages** sur l'ensemble du territoire de la Commune :



Dépôts concentrés :2 points noirs identifiés



Dépôts hors Règlement de collecte : 15 points noirs identifiés



Dépôts diffus :3 zones sensibles identifiées

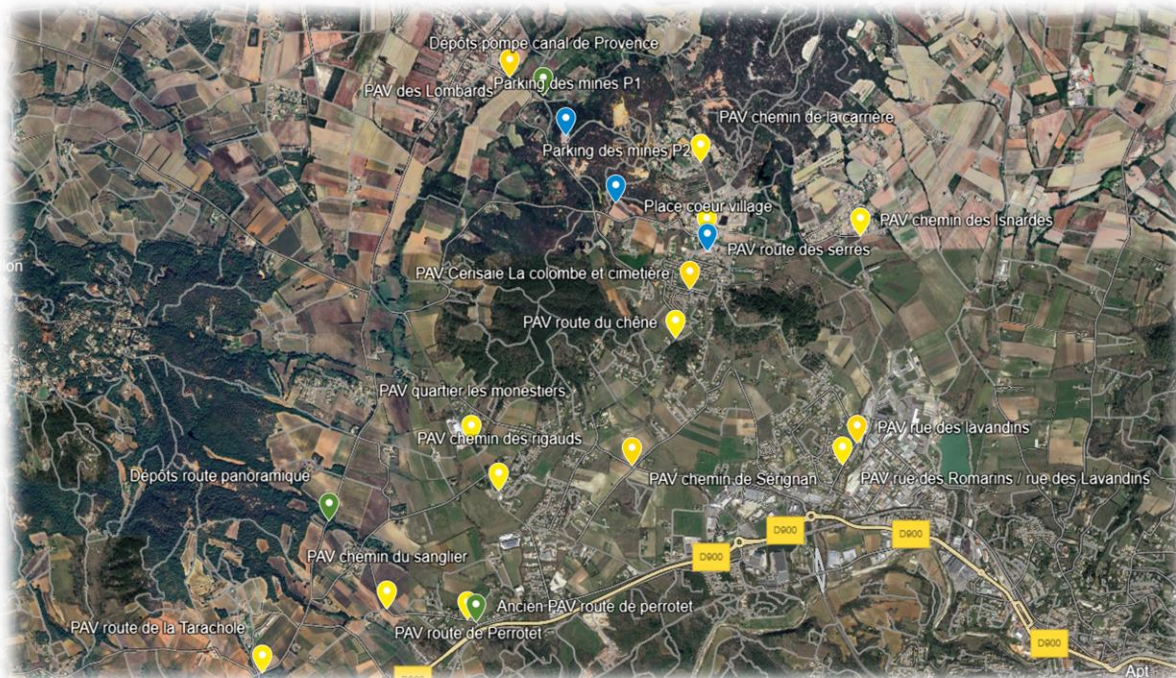




Figure 2. Cartographie des points noirs de dépôts sauvages sur la Commune de Gargas.

Le diagnostic partagé a permis d'aboutir aux principaux constats suivants :

- La problématique principale observée sur la Commune correspond aux dépôts hors règlement de collecte en pied de PAV.
- Cette problématique est décuplée l'été avec l'augmentation de la population.
- Une autre problématique constatée correspond aux dépôts concentrés en milieu naturel ou bords de route. Ces dépôts peuvent notamment contenir des déchets amiantés qui présentent un caractère dangereux.
- Quelques dépôts diffus sont présents, issus principalement de la consommation nomade.
- Quelques dépôts sauvages de textiles ont été observés en pied des bornes du Relais.

Le groupe de travail a identifié **5 points noirs prioritaires** sur lesquels un travail a été réalisé afin de mieux comprendre les raisons des dépôts et d'identifier des pistes d'actions qui ont servi de base à l'élaboration du programme de mesures :


| | Point noir | Description | Motivations | Pistes d'actions | Commentaires |
|--|--------------------------|---|--|--|--|
|  | PAV des Lombards | <ul style="list-style-type: none"> • <u>Types de déchets</u> : déchets verts, vie quotidienne, professionnel, ameublement • <u>Catégories de déposants</u> : habitants (notamment des communes voisines), touristes, artisans | <p>Jeter ailleurs</p> <p>Economique</p> <p>Méconnaissance</p> <p>Manque d'envie</p> <p>Effet de groupe</p> | <p>Aménagement</p> <p>Sensibilisation</p> <p>Verbalisation</p> | <p>Une action d'aménagement est déjà engagée sur ce PAV puisque celui-ci a été retiré au profit d'un PAV enterré inauguré début 2025.</p> |
|  | Canal de Provence | <ul style="list-style-type: none"> • <u>Types de déchets</u> : Déchets verts, véhicule, professionnel • <u>Catégories de déposants</u> : Artisans, habitants | <p>Dissimulation</p> <p>Economique</p> <p>Méconnaissance</p> <p>Manque d'envie</p> | <p>Mesure de nettoyage</p> <p>Aménagement</p> <p>Verbalisation</p> | <p>Ce point noir est situé sur une zone boisée propice à la dissimulation, dont le(s) propriétaire(s)/gestionnaire(s) du terrain et de son accès sont à identifier.</p> <p>Problématique possible de déchets amiantés.</p> |



| | | | | | |
|--|--------------------------------------|--|--|---|---|
| | <p>PAV des Lavandins</p> | <ul style="list-style-type: none"> • <u>Types de déchets</u> : Vie quotidienne, professionnel, route • <u>Catégories de déposants</u> : Artisans, habitants, automobilistes | <p>Habitude Droit au service Méconnaissance Manque d'envie Effet de groupe</p> | <p>Aménagement Sensibilisation Offre de service</p> | <p>Il s'agit du PAV d'une résidence du bailleur Grand Delta Habitat dont les habitants semblent peu sensibilisés à la problématique. Sa localisation en bord de route et sa délimitation par des murs propice à de la dissimulation, est un facteur de dépôts par des automobilistes.</p> |
| | <p>PAV chemin de Sérignan</p> | <ul style="list-style-type: none"> • <u>Types de déchets</u> : Professionnel (BTP, tôle), route, déchets verts, ameublement • <u>Catégories de déposants</u> : Artisans, habitants | <p>Jeter ailleurs Economique Manque d'envie</p> | <p>Sensibilisation Verbalisation</p> | <p>Ce PAV se situe en bord d'une route peu fréquentée et isolée sur le chemin menant à la déchèterie et à proximité de celle-ci. Un piège photo avait été installé par la Commune sur ce PAV mais il n'est à ce jour plus utilisé.</p> |
| | <p>PAV La Colombe</p> | <ul style="list-style-type: none"> • <u>Types de déchets</u> : Vie quotidienne • <u>Catégories de déposants</u> : Habitants | <p>Habitude</p> | <p>Aménagement Sensibilisation Offre de service</p> | <p>PAV situé à proximité d'une résidence de Grand Delta Habitat</p> |



Sur la base de ce diagnostic partagé, les actions ci-dessous ont été proposées et discutées avec le groupe de travail :

| Type | Catégorie | Actions | Commentaires | Statut |
|--|-------------------------------|--|---|---------------------------|
| Actions de prévention  | Aménagement | Enterrement du PAV des Lombards | Action déjà mise en œuvre par la Commune : - 5 nouveaux conteneurs sur le nouveau site - Ancien PAV rasé, mur tombé et accès bloqué | En cours |
| | | Restriction d'accès au point noir Canal de Provence | Nécessite d'identifier le(s) gestionnaire(s) du terrain concerné. Un point de vigilance est soulevé pour avoir l'autorisation des propriétaires pour mettre une barrière. Le PNR du Luberon indique que des dispositifs de restriction d'accès ont déjà été mis en place sur son territoire | Retenue |
| | | Abaissier le mur du PAV des Lavandins | Action qui n'a pas été retenue par le groupe de travail au profit d'actions de sensibilisation. | Non retenue |
| | | Retirer le PAV des Lavandins | Demande faite conjointement avec le SIRTOM et la Commune pour supprimer totalement ce point | En cours |
| | | Embellissement de PAV | Action non développée en groupe de travail | Non retenue |
| | Sensibilisation Communication | Communication par GDH auprès des locataires | GDH réalise déjà de l'information à ses locataires notamment via de la communication en porte-à-porte | En cours (à renforcer) |
| | | Communication <i>insitu</i> avec kit « Scène de crime » du SIRTOM | Kit proposé par le SIRTOM aux communes permettant de communiquer sur la présence de dépôt sauvage avec de la rubalise | Retenue |
| | | Communiquer sur les points de reprise des déchets des professionnels | Deux points de collecte de déchets du bâtiment ont été identifiés à proximité de la Commune via le site de l'OCAB ⁷ . | Retenue |
| | | Signalétique <i>in situ</i> sur PAV | Le SIRTOM peut mettre à disposition des affiches autocollantes avec consignes de tri. Un point d'attention est porté sur le risque de vandalisme possible sur de l'affichage ainsi que les limites à une surplus d'informations. | En réflexion |
| | | Communication avec les outils de la Région et ou du PNR | La Région Sud et le PNR du Luberon proposent des affiches de sensibilisation à la problématique des dépôts sauvages | Retenue |

⁷ OCAB : Organisme Coordonnateurs Agréé Bâtiment



| | | | | |
|-------------------|----------------------|---|---|--------------|
| | | Communiquer sur les modalités d'accès à la déchèterie | À partir de juin 2025 les déchets des professionnels seront refusés dans les déchèteries du SIRTOM. Il est prévu une communication sur les points de reprise de la filière REP ⁸ PMCB ⁹ (plaquette de communication prévue avec lien OCAB) Pendant la période de juin à septembre 2025, ces déchets seront encore tolérés. | Retenue |
| | | Communiquer auprès des artisans par la CAPEB | La CAPEB rappelle quelques points concernant la filière REP PMCB pour les artisans du bâtiment : - Les déchets amiantés ne sont pas pris en charge par la filière REP PMCB ; - La reprise par les éco-organismes est gratuite sur les déchets triés ; - La filière prévoit normalement la mise en place d'un minimum un point de reprise tous les 10 km en zone urbaine et 20 km en rural. Un point de vigilance est soulevé par le groupe de travail sur les artisans qui font beaucoup de km pour leurs chantiers, ce qui implique d'élargir une communication au Vaucluse. | Retenue |
| | | Communiquer dans le bulletin municipal | La fréquence de parution du bulletin municipal est de 3 /an | Retenue |
| | | Communication auprès des touristes via le kit hôte du SIRTOM | Action mise en place par le SIRTOM dans le cadre de son PLPDMA | Retenue |
| | Offre de service | Dimensionnement à la hausse des volumes des PAV | Action déjà mise en œuvre avec la création de PAV enterrés : 18 conteneurs enterrés sont prévus dont 8 rue des Lavandins | En cours |
| | | Adaptation des fréquences de collecte | Le SIRTOM indique que l'offre de service est adaptée avec une augmentation des fréquences de collecte durant l'été : 1 collecte supplémentaire OMR et CS 4 équipes et 2 véhicules sont mobilisés pour la collecte OMR et 1 équipe pour la collecte CS | En cours |
| Actions curatives | Mesures de nettoyage | Résorption du dépôt du Canal de Provence | Nécessite accord des propriétaires pour l'accès. L'accès en déchèterie est gratuit pour les communes pour évacuer les déchets résorbés. | Retenue |
| | | Campagne SIRTOM de réception des déchets amiantés en déchèterie | Le SIRTOM n'interviendra pas dans les communes mais il est prévu des campagnes de réception de ces déchets en déchèterie avec la mise en place de la REP PMCB mais à ce jour il n'y a pas encore de détail sur les modalités | En réflexion |

⁸ REP : Responsabilité Elargie du Producteur

⁹ PMCB : Produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment



| | | | | |
|--------------------------------|-----------------------------|---|--|--------------|
| | | | <p>et le calendrier de mise en place de ce dispositif.</p> <p>Il est rappelé que les agents de la Commune ont interdiction de manipuler des déchets amiantés et qu'à ce jour la seule solution existante pour la Commune est de solliciter un prestataire spécialisé.</p> | |
| | | Mobilisation citoyenne | <p>Deux exemples d'événements de ramassages citoyens sont mentionnés par le groupe de travail : World Clean Up Day et Nettoyons le Sud.</p> <p>Le SIRTOM met à disposition des bennes pour le World Clean Up Day.</p> <p>Participation aux opérations Nettoyons le Sud.</p> | En réflexion |
| <p>Action de verbalisation</p> | Dispositif de verbalisation | Piège-photo ou caméra de vidéo-surveillance | <p>La SIRTOM met à disposition des communes des pièges photo type chasse. La Commune de Gargas en a bénéficié par le passé mais dispose aujourd'hui de ses propres pièges photos mais qui sont peu utilisés à ce jour car leur usage est chronophage.</p> <p>La Commune de Gargas souhaite n'avoir recours à la verbalisation qu'en dernier recours.</p> <p>Sur la possibilité d'un investissement dans des caméras de visio-surveillance, la Commune indique avoir eu des échanges avec un prestataire, Vizzia, pour la mise à disposition de caméras avec une assistance informatique dont le montant s'élève 10 000 € / caméra / an sur 3 ans, sur 3 points noirs, soit un montant total de 90 000€. La Commune ne souhaite pas privilégier cette approche et pourrait davantage envisager une location de caméra sur un temps court qui serait associée à une forte communication sur la période de son usage afin d'opérer un effet dissuasif.</p> <p>Par ailleurs, la Commune ne souhaite pas mettre en place une procédure de verbalisation automatique (PV électronique) afin de garder le contrôle sur la verbalisation et pouvoir ainsi privilégier l'approche de sensibilisation et des règlements à l'amiable.</p> <p>Il est appelé que le montant des amendes administratives pour les contraventions liées aux dépôts sauvages a déjà été voté par le conseil municipal.</p> | En réflexion |

4. Volet 4 - Programme de mesures préventives et correctives

Sont reprises ici les mesures qui ont émergé en tant que solutions aux problèmes identifiés lors du diagnostic collaboratif. Le programme de mesures tient compte des différentes typologies de dépôts existantes sur le territoire et a pour finalité d'engager des actions pour diminuer durablement les dépôts sauvages de déchets sur l'ensemble des zones du territoire (urbain, routes, parcelles agricoles, espaces naturels...).

4.1 Coordination des mesures prioritaires

4.1.1 Brève présentation du programme de mesures

Le groupe de travail a abouti à la validation de **6 mesures de lutte contre les dépôts sauvages** sur lesquelles la Commune et ses partenaires s'engagent :

Mesure n°1 : Sensibiliser à la problématique des dépôts sauvages et rappeler les solutions existantes

Description : L'une des priorités de la Commune réside dans la sensibilisation à la problématique des dépôts sauvages et à la prévention du geste d'abandon. Cette action vise à mettre en place sur la Commune différents outils et canaux de communication afin d'accompagner les habitants et usagers dans la prise de conscience de la problématique et l'accès aux informations quant à la bonne gestion des déchets sur le territoire.

Les outils de communication prévus sont les suivants :

- Site internet de la Commune
- Bulletin municipal
- Campagne d'affichage
- Kits rubalise « scène de crime »
- Kits de sensibilisation des hébergeurs
- Organisation de stands d'information



Figure 3. À gauche, kit du SICTOM pour les hébergeurs ; À droite, rubalise « STOP aux dépôts » mise en œuvre sur un dépôt identifié et communiqué sur les réseaux sociaux

Les partenaires de la Commune pourront être associés à ces communications afin d'en maximiser l'impact et une cohérence globale sera assurée dans la planification de la communication (cf. plan de communication).



Mesure n°2 : Communiquer par de l'affichage *in situ* sur PAV

Description : La problématique récurrente des dépôts en pied de PAV motive le souhait de la Commune de renforcer la communication autour de ces dispositifs dans un contexte où la Commune dispose de PAV historiques constitués de bacs de regroupement et met en place également de nouveaux PAV enterrés. L'objectif de cette action est donc de renforcer l'information à destination des usagers par de l'affichage *in situ* sur quelques PAV plus particulièrement soumis à des dépôts hors règlement de collecte.

Deux options différentes sont possibles pour cet affichage :

- L'utilisation d'autocollants mis à disposition du SIRTOM d'Apt avec les consignes de tri ;
- La création en partenariat avec le SIRTOM d'Apt d'une affiche spécifique à la Commune de Gargas avec des informations plus précises et spécifiques au contexte de la Commune telles que :
 - Présentation succincte de la démarche de la Commune ;
 - Rappel des consignes de tri ;
 - Rappel des amendes encourues en cas de dépôt illicite ;
 - Indications sur les solutions existantes (par exemple via un QR code orientant vers le site internet de la Commune), tels que les accès en déchèterie et la collecte d'encombrants ;
 - Contact mail de la Commune pour demande d'informations complémentaires.

Mesure n°3 : Sensibiliser les habitants des résidences Grand Delta Habitat

Description : Le diagnostic de la Commune a permis d'identifier deux PAV utilisés notamment par les habitants des résidences du bailleur Grand Delta Habitat, comme points noirs de dépôts hors règlement de collecte. L'objectif de cette action est pour Grand Delta Habitat de cibler une communication auprès de ses résidents sur la bonne gestion de leurs déchets, en tenant compte d'un éventuel turn-over des résidents et d'un public inégalement sensibilisé à la problématique.

Plusieurs outils d'information sont envisagés :

- Création d'un flyer d'information sur les consignes liées à la gestion des déchets (consignes sur l'usage des PAV et solutions existantes sur le territoire) ;
- Mise à jour du livret d'accueil avec les consignes de gestion des déchets ;
- Sensibilisation des résidents en porte-à-porte ;
- Tenue d'un stand d'information.

Une concertation préalable avec le SIRTOM d'Apt et la Commune permettra d'identifier les modalités de partenariat envisageables : mise à disposition de supports de sensibilisation, participation à des événements communs (*cf. mesure 1*).

Il conviendra pour Grand Delta Habitat de renouveler une communication a minima une fois par an.



Figure 4. PAV des Lavandins et PAV La Colombe

Mesure n°4 : Sensibiliser les artisans par l'envoi d'une note d'information aux adhérents de la CAPEB

Description : Le diagnostic a permis d'identifier des dépôts concentrés de professionnels, notamment artisans, venant effectuer des chantiers sur le territoire de la commune ou à proximité et ce malgré la présence d'une déchèterie ouverte aux professionnels à proximité immédiate de la Commune.

L'objectif de cette action est donc de cibler une communication auprès des artisans par l'intermédiaire de l'antenne départementale du Vaucluse de la CAPEB, via une note d'information à ses adhérents présentant :

- La démarche de la Commune de Gargas et l'engagement de la CAPEB
- Les obligations des artisans en termes de gestion des déchets
- Les bonnes pratiques à mettre en place (exemple : attestation de bonne prise en charge des déchets)
- Les solutions existantes aux alentours de Gargas et les points de reprise identifiables notamment via le [site de l'OCAB](#)
- Les évolutions à venir sur le territoire.

La temporalité d'envoi de cette note d'information tiendra compte des évolutions à venir sur le territoire avec la restriction de la collecte des professionnels par les déchèteries du SIRTOM d'Apt au cours de l'été 2025. Ainsi, a minima, deux notes d'information seront envoyées aux adhérents de la CAPEB, avant et après cette échéance.

Si une augmentation des dépôts des artisans sur le territoire de la Commune est constatée dans les mois qui suivent la restriction de la collecte des professionnels en déchèteries, une concertation entre la CAPEB, le SIRTOM d'Apt et la Commune de Gargas pourra être envisagée afin de renforcer la communication auprès des artisans. Pour information, le SIRTOMmet à disposition de la Commune, sa brochure visant à informer les professionnels sur les exutoires existants pour les déchets du bâtiment notamment.



Figure 5. Brochure informative du SIRTOM d'Apt, visant les professionnels du territoire

Mesure n°5 : Mettre en place une démarche visant à la résorption et à la restriction d'accès au point noir Canal de Provence

Description: Le point noir Canal de Provence a été identifié par la Commune comme un dépôt prioritaire à résorber. Il s'agit de gros dépôts (déchets de chantier potentiellement amiantés, pneus et déchets verts) situés dans une zone naturelle. L'emplacement isolé laisse à supposer que le souhait de dissimulation a motivé ces dépôts.

L'objectif de cette action est d'éviter un effet d'aggravement et d'amplification du dépôt en procédant d'une part à une restriction d'accès au lieu du dépôt, et ensuite à la résorption de celui-ci par les agents de la Commune.

Il convient d'identifier dans un premier temps le(s) gestionnaire(s) du site et de l'accès à celui-ci afin de d'obtenir leur accord pour intervenir. Sous réserve d'un accord, l'objectif est d'installer un dispositif de restriction d'accès au site tel qu'une barrière amovible (permettant l'accès à l'ouvrage du Canal de Provence situé à proximité immédiate du site de dépôt) et éviter ainsi un effet d'accumulation. Ce dispositif de restriction d'accès pourra être associé à un affichage de sensibilisation à la problématique des dépôts sauvages.

La deuxième partie de cette action consiste en la résorption du dépôt par les agents de la Commune en partenariat avec le SIRTOM d'Apt pour la réception des déchets en déchèterie.

En cas de dépôts amiantés, des dispositions particulières devront être mises en œuvre (intervention d'un prestataire spécialisé pour la collecte). Une éventuelle reprise des déchets amiantés par les déchèteries du SIRTOM d'Apt devra être évaluée.



Figure 6. Dépôts situés au point noir Canal de Provence

Mesure n°6 : Formaliser la démarche de sensibilisation par le biais de la verbalisation

Description : Dans sa stratégie de lutte contre les dépôts sauvages, la Commune souhaite privilégier une approche pédagogique en accompagnant les habitants et à une prise de conscience de la problématique. Le recours à la verbalisation est donc envisagé par la Commune comme dernier recours et s'inscrit dans un cadre bien défini.

Le préalable à cette action réside dans une information faite aux habitants et usagers via différents canaux (cf. mesures 1 et 2) sur la démarche engagée par la Commune, les solutions existantes, les risques encourus par les auteurs de dépôts sauvages et les procédures mises en place par la Commune pour identifier et le cas échéant verbaliser les contrevenants.

Les cas de figure suivants pourront aboutir par exemple à une procédure de verbalisation :

- Constat par le garde champêtre de la Commune d'un flagrant délit de dépôt sauvage ;
- Constat d'un dépôt sauvage concentré important ou présentant un risque de pollution, qui impliquera le lancement d'une démarche administrative par la réalisation d'une enquête et la recherche de preuves par le garde champêtre de la Commune. Dans ce cas, si les éléments rassemblés permettent l'identification de l'auteur du dépôt, une approche pédagogique sera privilégiée par un rappel des règles au(x) contrevenant(s) via une intervention du garde-champêtre ou par un courrier du Maire, avec une mise en demeure de procéder à la résorption du dépôt. Enfin, en dernier recours une amende pourra être adressée au contrevenant sur la base des montants déjà votés en conseil municipal.

De plus, la Commune disposant de pièges photos, ces dispositifs pourront être déployés ponctuellement sur des points noirs isolés de dépôts concentrés afin d'aider à la recherche d'indices. Toutefois, l'usage de ces dispositifs restera limité à quelques cas de figures.

4.1.2 Calendrier de déploiement du programme de mesures

Si chaque mesure se doit d'avoir sa propre temporalité (cf. 4.2, présentation détaillée des mesures), elles doivent également être travaillées en synergie, raison pour laquelle une planification de l'articulation entre elles est ici présentée. Le choix est fait de travailler ce déploiement sur une année, la Commune ayant prévu l'actualisation du diagnostic au bout d'un an (cf. 6.2).



| Mesures | Déploiement envisagé |
|---|---|
| Mesure n°1 : Sensibiliser à la problématique des dépôts sauvages et rappeler les solutions existantes | Le lancement des premières actions de communication ciblées a déjà eu lieu, notamment avec la pose de rubalise sur des dépôts (communication sur les réseaux sociaux de la Commune) et la tenue d'un stand, qui sera renouvelé (période printemps/été et période automne-hiver) en marge du marché de la Commune. La Commune prévoit également de la communication via son bulletin municipal, à coordonner dans la mesure du possible, avec les communications dans la gazette du SIRTOM. |
| Mesure n°2 : Communiquer par de l'affichage in situ sur PAV | Des demandes de devis étant en cours pour la conception et fabrication d'habillage de PAV, l'action est prévue pour septembre 2025, laissant le temps au SIRTOM et à la Commune de valider ensemble le type de supports retenus et à la Commune d'identifier les PAV prioritaires à cibler. Une fois ces PAV habillés, les affiches resteront en place et leur état sera vérifié par les agents de la Commune. |
| Mesure n°3 : Sensibiliser les habitants des résidences Grand Delta Habitat | Il est prévu de la communication régulière aux locataires de GDH via les Flash infos distribués dans les boîtes aux lettres ainsi que d'autres supports de sensibilisation comme les mémos tri. L'action est déjà en cours. |
| Mesure n°4 : Sensibiliser les artisans par l'envoi d'une note d'information aux adhérents de la CAPEB | La CAPEB propose d'envoyer une première communication en juin en lien avec les modifications des conditions de collecte des déchets des professionnels sur les déchèteries du SIRTOM, et dans la limite des informations qu'elle dispose à ce jour sur l'évolution à venir de la filière. La deuxième communication sera dépendante du calendrier concernant les précisions qui seront apportées pour la filière REP PMCB, mais elle pourrait intervenir vers la fin de l'année. Une réunion d'information pourra également être envisagée à cette période. |
| Mesure n°5 : Mettre en place une démarche visant à la résorption et à la restriction d'accès au point noir Canal de Provence | Le lancement de cette action est prévu pour septembre 2025 avec l'identification du ou des gestionnaires/propriétaires du terrain concerné par le dépôt. Étant donné le risque de reports de dépôts ailleurs sur la Commune, les agents devront rester vigilants sur ce type d'impact. |
| Mesure n°6 : Formaliser la démarche de sensibilisation par le biais de la verbalisation | Le lancement de cette action est déjà effectif notamment via la sensibilisation réalisée avec le kit « scène de crime » et le recours possible à la verbalisation en cas de flagrant délit. |

Le format calendrier proposé ici permet d'afficher les actions de manière coordonnée pour plus d'efficacité. Ce calendrier reprend le moment du lancement de chaque mesure et, quand il est envisagé en amont, sa fin prévue ainsi que la fréquence d'intervention qui est éventuellement attendue.

| | 2025 | | | | | | | | | | 2026 | | | | | |
|----------|-------|-----|------|---------|------|-------|------|------|------|--|---------|---------|------|-------|-----|------|
| | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. | | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin |
| Mesure 1 | Ö | | | | | | Ö | | | | | | | | | |
| Mesure 2 | | | | | | Ö | | | | | | | | | | |
| Mesure 3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mesure 4 | | | Ö | | | | Ö | Ö | | | | | | | | |
| Mesure 5 | | | | | | Ö | | | | | | | | | | |
| Mesure 6 | | | | | | | | | | | | | | | | |



4.2 Présentation détaillée des mesures

Les six mesures jugées prioritaires par la Commune et ses partenaires sont présentées ici plus en détail, avec notamment les éléments prévus dans le cadre de leur déploiement.



LIVRET COMMUNAL DE LUTTE CONTRE LES DEPOTS SAUVAGES DE DECHETS

Mesure n°1

Sensibiliser à la problématique des dépôts sauvages et rappeler les solutions existantes

 Porteur de l'action

Mairie de Gargas



Points noirs ciblés

Tout type de dépôts



Calendrier

Avril 2025 : lancement des premières actions de communication
(organisation d'un stand a minima 2x /an)



Partenaires

- Technique :

- SIRTOM d'Apt/Région/PNR pour la mise à disposition de supports de sensibilisation
- SIRTOM d'Apt pour la mise à disposition de kits de sensibilisation et l'organisation d'un stand

- Financier : Aide au financement possible de la Région pour la production de supports de communication



Indicateurs de suivi

- Nombre d'articles dans le bulletin municipal
- Nombre de supports de sensibilisation déployés sur la commune
- Nombre de stands d'informations organisés par an
- Nombre de post sur les réseaux sociaux



Déroulé de l'action

| | | | | | | | |
|----------------------|--|---|-------------------------------|----------------------------|--|--|--|
| Site internet | Mise à jour du site internet de la commune avec toutes les infos : collecte PAV, collecte encombrants, accès déchèteries, lieu de reprise des déchets du BTP (via l'OCAB) | | | Comm in situ | Utilisation du kit « scène de crime » sur les gros dépôts | Coordonner ponctuellement cette action avec une recherche de preuves et la mise en place d'une procédure administrative (cf. mesure 6) | |
| Bulletin municipal | Publication régulière d'articles dans le bulletin municipal pour informer sur la démarche de la commune, rappeler les consignes et leurs évolutions, sensibiliser à la problématique des dépôts sauvages | | | Stand | Création d'un courrier d'information par le SIRTOM d'Apt | Distribution du courrier d'information par la commune | Organisation d'un stand de sensibilisation à destination des habitants |
| Campagne d'affichage | Sélection des supports de communication : Région, PNR, SIRTOM | Impression des affiches et acquisition éventuelle de supports | Demande de financement Région | Comm auprès des hébergeurs | Identification des principaux hébergeurs présents sur la commune et transmission au SIRTOM d'Apt | | Distribution du kit par le SIRTOM d'Apt aux hébergeurs identifiés |

Communication tout public

Communication ciblée



Budget estimé

- Impression de 5 affiches grand format : 150 €
- Impressions de 500 flyers d'invitation : 50 €

Moyens humains envisagés

- 1 chargé de com pour MAJ site internet et rédaction d'articles dans le bulletin municipal (4 jours/an)
- 2 agents communaux + 2 chargés de prévention SIRTOM pour organisation d'un stand (1/2 journée)
- 1 chargé de prévention SIRTOM pour distribution kit hébergeurs

Moyens techniques envisagés

- Affichages et flyers
- Kits scène de crime et kits hébergeurs



Freins identifiés

- Identifier les hébergeurs sur le territoire



Leviers identifiés

- Utiliser les supports de communication mis à disposition par les partenaires
- Inviter des partenaires (GDH, PNR) à l'organisation du stand de sensibilisation
- Coordonner la communication avec les mesures 2, 3 et 4
- Coordonner la communication envers les pro et les particuliers
- Assurer une communication régulière



Mesure n°2 Communiquer par de l'affichage *in situ* sur PAV

Porteur de l'action

Mairie de Gargas / SIRTOM

Points noirs ciblés

Dépôts en pied de PAV

Calendrier

Septembre 2025

(validation des supports et déploiement)

Partenaires

- **Technique** : SIRTOM pour la mise à disposition ou l'aide à la création / adaptation de supports d'information
- **Financier** : Aide au financement possible par la Région pour l'impression des affiches

Indicateurs de suivi

- Nombre de PAV équipés d'un affichage
- Évolution du nombre de points noirs en pied de PAV

Déroulé de l'action

Choix du type de support d'information sur PAV

Utilisation des autocollants mis à disposition par le SIRTOM

Elaboration de l'affiche en concertation avec le SIRTOM intégrant, par exemple, les éléments suivants : rapide présentation de la démarche de la commune, rappel des consignes de tri, rappel des amendes encourues en cas de dépôt illicite, indications sur les solutions existantes (par exemple via un QR code orientant vers le site internet de la commune – voir mesure 1), contact mail de la commune pour demande d'informations complémentaires

Demande de financement Région

Impression des affiches et acquisition éventuelle de supports complémentaires pour apposer les affiches

Identification des PAV sur lesquels mettre à jour les supports information

Installation des supports d'information par les équipes de la commune

Budget estimé

- Impression de 5 affiches grand format : 150 € (facultatif)

Moyens humains envisagés

- 1 chargé de com SIRTOM pour l'élaboration de l'affiche (1 journée)

Moyens techniques envisagés

- Support d'information (affiches ou autocollants)

Freins identifiés

- Prendre en compte les éventuelles évolutions à venir des consignes sur le territoire (retrait de la collecte des pro sur les déchèteries)
- Excès d'informations
- Vandalisme des supports d'information

Leviers identifiés

- Co-portage et travail d'élaboration avec le SIRTOM permettant d'envisager une déclinaison des affiches sur tout le territoire
- Avoir une cohérence globale entre les différents canaux de communication (cf. plan de communication)



Mesure n°3

Sensibiliser les habitants des résidences Grand Delta Habitat

 Porteur de l'action

Grand Delta Habitat

 Points noirs ciblés

Points noirs PAV des Lavandins et PAV La Colombe (dépôts HRC)

 Calendrier

Avril 2025

 Partenaires

- **Technique** : SIRTOM pour la mise à disposition de supports de sensibilisation et/ou l'intervention ponctuelle du service prévention pour de la présence dans un stand sur place

 Indicateurs de suivi

- Nombre de résidents sensibilisés
- Nombre d'actions de sensibilisation réalisées par an
- Nombre de dépôts HRC sur les points noirs considérés

 Déroulé de l'action

Concertation avec le SIRTOM pour préciser les modalités de partenariat possibles (supports de communication, interventions ponctuelles, etc.)

Elaboration et/ou mise à jour et impression des documents d'information de GDH :

- Flyer d'information sur les consignes liées à la gestion des déchets (consignes sur l'usage des PAV et solutions existantes sur le territoire)
- Mémo tri du SIRTOM intégré au livret d'accueil des résidents

Remise du livret d'accueil mis à jour pour les nouveaux arrivants

Distribution de flyers d'informations dans les boîtes aux lettres ou en porte-à-porte avec un temps d'échange

A minima 1 fois / an

Tenue d'un stand d'information/sensibilisation avec présence éventuelle du SIRTOM (en marge ou dans les jours qui suivent la distribution des flyers)

Préparation

Sensibilisation

 Budget estimé


• Impressions 300 flyers d'invitation : 30 €

Moyens humains envisagés


- 1 chargé de com GDH pour création des flyers consignes de tri et mise à jour du livret d'accueil
- 2 agents GDH pour la tenue d'un stand et/ou du porte-à-porte (1 journée / an)

Moyens techniques envisagés

- Supports d'informations
- Matériel pour la tenue d'un stand

 Freins identifiés

- Public inégalement sensibilisé

 Leviers identifiés

- Partenariat avec le SIRTOM pour appuyer la démarche
- Intervention de GDH lors de l'évènement de sensibilisation réalisé par le SIRTOM et la commune (*cf. mesure 1*)
- Action renforcée par la campagne de sensibilisation de la commune
- Renforcer le lien avec les résidents
- Prévoir une communication spécifiquement aux co-propriétaires via les AG (résidence des Peupliers)



Mesure n°4

Sensibiliser les artisans par l'envoi d'une note d'information aux adhérents de la CAPEB

 Porteur de l'action

CAPEB

 Points noirs ciblés

Dépôts concentrés issus des artisans

 Calendrier

Juin 2025 : envoi de la 1^{ère} note d'information
(envoi de la 2^e note en fonction du calendrier concernant les précisions qui seront apportées à la filière REP PMCB)

 Partenaires

- **Technique** : Mairie de Gargas pour l'identification et la sensibilisation des professionnels du territoire non adhérents à la CAPEB

 Indicateurs de suivi

- Nombre d'adhérents ayant reçu la note d'information
- Nombre de dépôts concentrés issus des artisans

 Déroulé de l'action

Rédiger une note d'information aux adhérents de la CAPEB dans l'objectif de présenter :

- La démarche de la commune de Gargas et l'engagement de la CAPEB
- Les obligations des artisans en termes de gestion des déchets
- Les bonnes pratiques à mettre en place (exemple : attestation de bonne prise en charge des déchets)
- Les solutions existantes aux alentours de Gargas et les points de reprise
- Les évolutions à venir sur le territoire (restriction de la collecte des professionnels par les déchèteries du SIRTOM, etc.)

Envoi de la note aux adhérents une première fois avant la restriction de la collecte des professionnels par les déchèteries du SIRTOM (juin 2025)

 Possibilité d'y associer une communication par la commune de Gargas

Mise à jour de la note afin d'informer des évolutions et renforcer la connaissance des pros sur les exutoires

Envoi de la note mise à jour après la restriction de la collecte des professionnels par les déchèteries du SIRTOM

 Budget estimé

/

Moyens humains envisagés


- 1 chargé de com CAPEB pour la rédaction et la diffusion de la note d'information

Moyens techniques envisagés

- Mailing destiné aux adhérents sur le territoire

 Freins identifiés

- Restriction à venir de la collecte des professionnels par les déchèteries du SIRTOM
- Evolution à venir concernant les conditions de prise en charge de la filière REP PMCB
- Absence de déchèterie professionnelle à proximité de Gargas

 Leviers identifiés

- Deux points de reprise des déchets de la filière PMCB identifiés à proximité de Gargas
- Possibilité d'élargir la démarche à d'autres communes sur le territoire pour une approche de sensibilisation globale
- Associer cette action une sensibilisation ciblée de la commune de Gargas à destination des artisans de son territoire (par exemple via une réunion d'information)



Mesure n°5

Mettre en place une démarche visant à la résorption et à la restriction d'accès au point noir Canal de Provence

 Porteur de l'action

Mairie de Gargas

 Points noirs ciblés

Point noir Canal de Provence (dépôt concentré)

 Calendrier

Septembre 2025

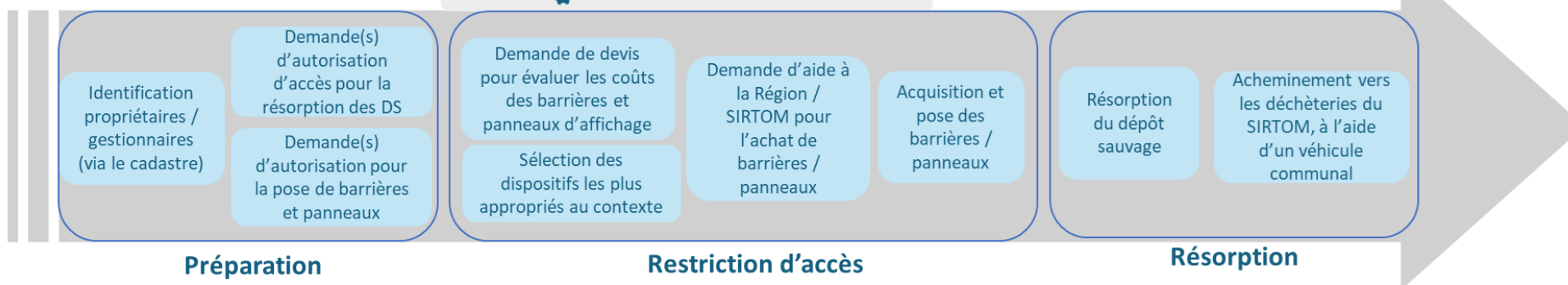
 Partenaires

- **Technique** : SIRTOM d'Apt pour la réception/acheminement final des déchets vers l'exutoire et les gestionnaires du site (dont le Canal de Provence ?) pour l'accès et la mise en place de futurs dispositifs de restriction d'accès
- **Financier** : Aide à l'investissement possible de la Région pour la pose de barrières et panneaux d'affichage

 Indicateurs de suivi

- Nombre de dépôts sur le site
- Reports de DS sur des sites alentours

 Déroulé de l'action



 Budget estimé


- Acquisition et pose d'une barrière : 1000 € (financement Région possible)
- Acquisition et pose d'un panneau d'information : 600 € (*facultatif*)
- Impression affiche grand format : 30 €

Moyens humains envisagés

- 2 agents pour l'enlèvement (1/2 journée)
- 2 agents pour la pose de barrière (1/2 journée)
- 1 chargé de com pour création affiche (1 journée)

Moyens techniques envisagés

- Véhicule des services techniques
- Dispositif de restriction d'accès (barrière)
- Panneaux de sensibilisation

 Freins identifiés

- Identifier les propriétaires/gestionnaires des terrains sur le site et y amenant
- Absence de filière de reprise des déchets amiantés

 Leviers identifiés

- Déchets présents bien identifiés
- Partenariat avec le SIRTOM pour faciliter l'accès des agents communaux à la déchèterie
- Étudier l'opportunité de piège-photo sur le site, notamment si la restriction d'accès n'est pas possible



Mesure n°6

Formaliser la démarche de sensibilisation par le biais de la verbalisation

 Porteur de l'action

Mairie de Gargas

 Points noirs ciblés

Dépôts concentrés et/ou dépôts HRC

 Calendrier

Avril 2025

 Partenaires

- **Technique** : Région pour l'aide juridique au travers de son guide juridique
- **Financier** : Aide au financement possible par la Région en cas d'investissements sur des panneaux d'affichage expliquant les amendes encourues

 Indicateurs de suivi

- Nombre de contrevenants identifiés
- Nombre de démarches abouties
- Montant total des amendes attribuées
- Nombre de résorptions de dépôts effectuées par les contrevenants

 Déroulé de l'action

Définir les méthodes d'investigation de la commune et les procédures associées :

- Flagrant délit
- Recherche de preuves
- Pièges photographiques

 Voir fiche REX n°4 et guide juridique de la Région

Recherche de preuve

Piège photo

Définir à partir de quel volume de dépôt une enquête est réalisée

Identifier ponctuellement des points noirs isolés de dépôts concentrés pour installer les dispositifs

Informers les administrés de la démarche de la commune via différent canaux (cf. mesure 1)

Flagrant délit

Recherche de preuve et piège photo

Etablissement d'un procès verbal et application d'une amende forfaitaire ou administrative

En cas de gros dépôt, recherche d'indices pour identifier le contrevenant

Sensibilisation du contrevenant et mise en demeure de nettoyer le dépôt

Application éventuelle d'une amende administrative

Préparation

Sensibilisation

Enquête et verbalisation

 Budget estimé


/

Moyens humains envisagés

- 1 agent assermenté (une demi-journée par semaine dédiée à la gestion admin des dépôts : recherche de preuve, procédure admin, envoi de courrier, porte-à-porte)

Moyens techniques envisagés

- 1 à 3 pièges-photo

 Freins identifiés

- Temps dédié au traitement des images dans le cas de l'utilisation de pièges photo et à l'éventuel à application de procédures administratives ou pénales
- Identification de l'auteur du dépôt non garantie et preuves insuffisantes pour lancer les démarches

 Leviers identifiés

- Montant des amendes forfaitaires déjà voté en conseil municipal
- Campagne de sensibilisation préalable crée un effet d'annonce et facilite l'acceptation par la population
- En cas de mise en place de pièges photo, opérer sur un nombre très restreint de points noirs
- Associer une procédure d'enquête avec la mise en place du kit « scène de crime »



5 Volet 5 - Stratégie de communication

La démarche de lutte contre les dépôts sauvages se doit d'être présentée aux habitants et autres usagers du territoire. Cela fait l'objet du plan de communication présenté ici, calibré pour répondre aux attentes de la Commune de Gargas et de ses partenaires.

| Cibles | Types/contenus des messages | Supports à privilégier | Mesures |
|------------------|---|--|--------------|
| Habitants | Pédagogie et sensibilisation sur les risques environnementaux liés aux dépôts sauvages Informations quant aux solutions existantes sur le territoire Rappel des sanctions encourues en cas de dépôts sauvages | - Bulletin municipal et réseaux sociaux de la Commune - Flyers, gazette et réseaux sociaux du SIRTOM - Kit « scène de crime » - Affiche de sensibilisation (PNR, Région, SIRTOM) - Affichage sur PAV - Stands d'information | 1, 2, 3 et 6 |
| Touristes | Informations quant aux solutions existantes sur le territoire | - Kits hébergeurs du SIRTOM - Interventions du SIRTOM dans les campings - Affichage sur PAV | 1 et 2 |
| Artisans | Rappel du contexte et du cadre réglementaire Informations sur les évolutions à venir Informations quant aux solutions existantes sur le territoire | - Note d'information de la CAPEB - Flyer du SIRTOM - Gazette du SIRTOM - Bulletin municipal et réseaux sociaux de la Commune - <i>Facultatif : réunion d'information organisée par la Commune</i> | 1,2, 4 et 6 |

6 Volet 6 - Engagement de la Commune

6.1 Autres démarches engagées

Lister d'éventuelles autres démarches adoptées ou à défaut, celles qui pourraient intéresser la Commune dans sa lutte contre les déchets sauvages



6.2 Mise à jour du diagnostic communal

Les modalités de mise à jour du diagnostic ont été évoquées lors de la session 3 avec le groupe de travail. Il en ressort que les diagnostics technique et partagé devront être mis à jour annuellement. Étant donné que la démarche a été amorcée en début d'année 2025 et que le programme de mesures a été conçu vers mai 2025, l'actualisation du diagnostic pourra intervenir dans cette période de janvier à mai 2026. Il conviendra toutefois, avant de lancer la démarche, d'évaluer si la temporalité a été suffisante pour permettre le déploiement de toutes les mesures.

L'actualisation du diagnostic technique sera de la responsabilité du garde champêtre de la Commune de Gargas.

6.3 Démarche de suivi du programme de mesures

Pour la suite de la démarche il est prévu que le groupe de travail se rencontre *a minima* une fois par an, suite à l'actualisation du diagnostic technique et à l'invitation de la Commune qui en est responsable.

D'éventuelles rencontres complémentaires du groupe de travail pourront être prévues, en fonction du déploiement des mesures, de l'évolution du contexte ou encore de l'émergence de problématiques spécifiques. Sans forcément mobiliser la totalité des participants au groupe de travail, des échanges bilatéraux réguliers pourront aussi avoir lieu entre partenaires, dans le cadre du déploiement des différentes mesures adoptées. À titre d'exemple, une rencontre pourra être envisagée à la suite des restrictions de collecte de déchets des professionnels sur les déchèteries du SIRTOM.

Ce suivi est essentiel dans le cadre de la mise à jour du diagnostic communal, ainsi que dans l'évaluation de la pertinence pour la Commune, d'adopter de nouvelles initiatives face à l'évolution du contexte et de la problématique.